

Réponse de l'ADEEF à la Consultation publique du 4 mai 2017 sur la rémunération des prestations de gestion de clientèle effectuées par les fournisseurs pour le compte des gestionnaires de réseaux de distribution de gaz naturel et d'électricité auprès des clients en contrat unique

Le 9 juin 2017

L'ADEEF, Association regroupant l'ensemble des gestionnaires de réseaux publics d'électricité du territoire métropolitain, se félicite de la présente consultation.

Cette contribution est publique hormis pour la partie spécifiée à la page 2.

Comme le rappelle la CRE dans sa délibération du 12 janvier 2017, une décision du CORDIS du 7 avril 2008 a précisé la nature équivalente des relations contractuelles entre un gestionnaire de réseau et un utilisateur tant en direct que via le fournisseur de l'utilisateur.

Il ne serait pas normal que le client soit pénalisé par son choix contractuel. Si le client peut faire appel à son fournisseur pour toutes les questions intéressant le GRD dans le cadre de son contrat unique, il peut également s'adresser directement au GRD.

Tous les cas où l'utilisateur de réseau ferait appel à son fournisseur pour des questions liées à des sujets hors contrat unique, par exemple modification du raccordement, doivent être exclus car le fournisseur n'est alors qu'un tiers autorisé spécifique, comme d'autres peuvent l'être.

Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le niveau de la rémunération de la prestation doit s'appuyer sur les coûts d'un fournisseur normalement efficace, sans pouvoir excéder les coûts évités du GRD ?

Réponse : Le code de l'énergie impose aux GRD d'être « efficace ». Pour respecter cette obligation, leurs prestataires doivent aussi être efficaces, y compris les fournisseurs.

La rémunération à l'identique de tous les Fournisseurs devrait entraîner la mise en place d'un code de bonne conduite des Fournisseurs garantissant à l'ensemble des GRD la qualité des prestations fournies aux utilisateurs. .

Dans la mesure où le Fournisseur mutualise la relation Clientèle entre sa prestation de fourniture et son rôle d'intermédiaire vis-à-vis du GRD la rémunération de la prestation de gestion de clientèle doit tenir compte de ce gain de productivité et ne saurait excéder les coûts que le GRD supporterait en assurant lui-même directement ces prestations,.

L'ADEEF partage donc l'analyse de la CRE.

Question 2 : Êtes-vous favorable à une rémunération unique de la prestation de gestion de clientèle pour chacun des quatre marchés considérés (marché "d'affaires" et marché "de masse", en électricité et en gaz) qui correspondrait aux coûts d'un fournisseur alternatif ayant 20% de part de marché dans une énergie ?

Réponse : L'ADEeF est favorable au découpage proposé, également utilisé par les GRD. La référence à un fournisseur ne relève pas de la compétence des GRD.

Question 3 : Que pensez-vous des niveaux envisagés par la CRE ?

Réponse : Le niveau ne relève pas de la compétence des GRD.

Question 4 : La définition du périmètre "historique" telle que proposée par la CRE vous paraît-elle pertinente ? Sinon, quelle définition vous semblerait pertinente ?

Réponse : Cette question ne relève pas de la compétence des GRD

Question 5 : Estimez-vous pertinente, à titre transitoire, la réduction de la rémunération de référence pour déterminer la rémunération des fournisseurs historiques pour les clients du périmètre "historique", telle que proposée par la CRE ?

Réponse : Cette question ne relève pas de la compétence des GRD

Question 6 : Estimez-vous logique, en raison de la construction même des TRV, l'absence de rémunération concernant les clients aux tarifs réglementés de vente pour la période antérieure au 1er janvier 2018 ?

Réponse : Cette question ne relève pas de la compétence des GRD

Question 7 : Êtes-vous favorable à la prise en compte d'un abattement de 90 % pour la rémunération des fournisseurs pour les clients en contrat unique et en offre de marché, pour la période antérieure à la date d'entrée en vigueur de la délibération de la CRE encadrant la rémunération des fournisseurs, soit jusqu'au 1er janvier 2018 ?

Réponse : Le niveau ne relève pas de la compétence des GRD. Il est par contre indispensable que les coûts qui seraient ainsi mis à la charge des GRD soient couverts par le TURPE comme le prévoit le code de l'énergie.

Question 8 : Êtes-vous favorable au traitement tarifaire proposé par la CRE en ce qui concerne l'électricité ?

Réponse : L'ADEeF est favorable au traitement proposé par la CRE pour la période postérieure au 1^{er} janvier 2018 dans la mesure où il vise à assurer une neutralité financière pour les GRD. Si le versement aux fournisseurs devait démarrer dès le mois de janvier 2018, il est important que le Turpe soit modifié en conséquence dès le mois de janvier.

L'ADEeF est également favorable au traitement proposé par la CRE pour la période antérieure au 1^{er} janvier 2018, en rappelant que la couverture tarifaire doit porter sur l'ensemble des charges relatives à cette période, quelle que soit leur origine.

Question 9 : Êtes-vous favorable à la prise en compte du niveau moyen de rémunération des fournisseurs dans la part abonnement du tarif ATRD ?

Réponse : Ces questions ne relèvent pas de la compétence de l'ADEeF

Question 10 : Êtes-vous favorable à l'intégration dans le périmètre du CRCP de la différence entre les charges liées à la rémunération des fournisseurs pour la période postérieure au 1^{er} janvier 2018 et l'augmentation des recettes tarifaires liées à l'augmentation de la part abonnement du tarif ATRD5 ?

Réponse : Ces questions ne relèvent pas de la compétence de l'ADEeF

Question 11 : Êtes-vous favorable à la prise en compte des charges passées relatives à la rémunération des fournisseurs pour les prestations qu'ils effectuent pour le compte de GRDF auprès des clients en contrat unique, dans les conditions proposées par la CRE ?

Réponse : Ces questions ne relèvent pas de la compétence de l'ADEeF

Question 12 : Que pensez-vous de l'application aux autres GRD de gaz naturel de principes de rémunération et de couverture tarifaire similaires à ceux qui seraient décidés pour GRDF ?

Réponse : Ces questions ne relèvent pas de la compétence de l'ADEeF

Question 13 : Avez-vous toute autre remarque ?

Réponse : L'ADEeF n'a pas de complément à apporter

□□□□□